

HAINÉ, Jean-Yves (dir.). *Rationalités et relations internationales (1). Débats sur la crise des missiles de Cuba. Cultures et Conflits, Sociologie politique internationale*, Paris, L'Harmattan, 2000, 167 p.

Nelson Michaud

Volume 33, numéro 1, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704386ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704386ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Michaud, N. (2002). Compte rendu de [HAINÉ, Jean-Yves (dir.). *Rationalités et relations internationales (1). Débats sur la crise des missiles de Cuba*. Cultures et Conflits, Sociologie politique internationale, Paris, L'Harmattan, 2000, 167 p.] *Études internationales*, 33 (1), 159–162. <https://doi.org/10.7202/704386ar>

LIVRES

COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET MÉTHODE

Rationalités et relations internationales (1). Débats sur la crise des missiles de Cuba.

HAINÉ, Jean-Yves (dir.). *Cultures et
Conflits, Sociologie politique
internationale*, Paris, L'Harmattan,
2000, 167 p.

La lecture de ce numéro spécial de *Cultures & Conflits*, premier de deux portant sur les rationalités et les relations internationales, a de quoi nous réjouir de prime abord. Il rend enfin disponible en langue française un volet fort important de l'analyse décisionnelle qui, pour des raisons obscures et à quelques exceptions près, s'est cantonné depuis plus de trente ans au monde anglo-saxon. Les modèles proposés par Graham Allison ont en effet très peu percé le monde francophone alors que leur notoriété et leur utilisation sont devenues incontournables dans l'analyse de la politique étrangère et des relations internationales d'abord, mais aussi dans l'étude de moult autres disciplines un peu partout ailleurs. Dans le contexte de ce numéro, l'éclairage que peut apporter la tradition française en matière d'analyse de politique étrangère promet donc une lecture de ces modèles à partir d'un angle en principe tout aussi original que

prometteur, s'apparentant à une « pollinisation croisée ». En prenant la direction de ce numéro, Jean-Yves Hainé, qui se présente comme ayant déjà enseigné à l'IEP de Paris et à Harvard, propose donc de « revisiter les débats liés à la théorie du choix rationnel tel qu'il est appliqué en relations internationales » (p. 8). Il s'agit d'un mandat fort ambitieux pour lequel il sera intéressant de vérifier l'atteinte des résultats.

Pour ce faire, il nous présente trois articles précédés d'une introduction dans laquelle il établit que la plupart des personnes intéressées aux questions de politique étrangère, de l'analyste le plus versé jusqu'au citoyen le plus néophyte, y répondent en privilégiant une approche rationnelle. En quelques paragraphes, il situe la place de cette approche dans l'évolution de l'étude des relations internationales dans une perspective qui ouvre la porte aux textes des deux numéros de la revue portant sur le sujet.

Dans le premier tome ici analysé, Hainé signe également le plus volumineux des trois articles qu'il a intercalé entre celui de Graham Allison et Philip Zelikow et celui d'Erhard Friedberg. D'entrée de jeu, le rassemblement de ces auteurs a de quoi impressionner par l'arrimage qui semble être optimal, comme j'ai eu l'occasion de le démontrer par ailleurs (*Genèse d'une politique synopique : la défense du Canada et le livre blanc de 1987* ; thèse de doctorat, Université Laval, 1998 ; en voie de

publication). En effet, autant Allison (*Essence of Decision*) que Crozier et Friedberg (*L'acteur et le système*) font appel, dans leurs travaux, à des acteurs engagés dans des réseaux ou des systèmes d'action qui mènent à des prises de position qui se refléteront, par le biais des décisions convenues, dans les politiques émanant de cette dynamique.

Cet élan d'enthousiasme est cependant vite tempéré. En effet, l'« article » d'Allison et Zelikow n'est autre chose que la traduction du premier chapitre de la récente réédition d'*Essence of Decision* et en ce sens ne mérite pas de nouveaux commentaires par rapport à ceux que j'ai déjà formulés à l'égard de l'ensemble de l'ouvrage (*Études internationales*, juin 1999). Le choix de ce chapitre peut sans doute s'expliquer, du point de vue du directeur de la publication, par sa pertinence dans l'optique d'une réflexion sur la rationalité. Il s'agit en effet de l'aspect ici privilégié dans sa dimension théorique par Allison et Zelikow. Au risque de passer pour un puriste, je me permets toutefois de déplorer une telle utilisation faite d'une partie de l'ouvrage d'Allison (et, maintenant, Zelikow). Dans la première édition, Allison utilisait ce chapitre comme « homme de paille », pour mieux faire ressortir l'importance de se soucier des deux autres approches qu'il suggérait. La mouture la plus récente de l'ouvrage a plutôt recours à ce même chapitre dans une dynamique complémentaire. Dans un cas comme dans l'autre, ce premier chapitre peut difficilement être considéré comme une unité autonome et absolue, ce que Haine laisse ici entendre, sans apporter les nuances

ni toutes les mises en contexte qui auraient été nécessaires.

De son côté, l'« article » de Friedberg n'est autre chose qu'une longue recension de l'ouvrage d'Allison. Ceci ne veut toutefois pas dire qu'il s'agit d'un apport sans valeur. Bien au contraire, Friedberg « ramasse » bien l'essentiel de l'ouvrage et, dans un chef d'œuvre de densité et de concision, il touche au cœur du problème que pose l'approche allisonienne, soit l'interdépendance des trois modèles. Sa typologie (p. 160) d'« acteur souverain » (Modèle I), d'« acteur négociateur » (Modèle III) et d'« acteur réglé » (Modèle II) tout autant que sa différenciation du modèle II des deux autres par son absence d'« acteur concret » constituent des apports fort pertinents et fort utiles pour la compréhension générale de la dynamique. On ne peut que déplorer que Friedberg soit tombé dans le piège commun à la plupart des analystes d'Allison, soit de ne pas se rendre jusqu'à l'opérationnalisation de cet agencement des modèles. Force est de constater cependant qu'une recension, même élaborée, n'est pas le véhicule idéal pour ce faire. Enfin, l'apport d'anglicismes débilatants est très décevant et à proscrire : l'auteur fait, par exemple, référence au *staff* du président Truman (pourquoi pas son personnel politique ?), à la *littérature* (l'état de la question) ou au besoin de « scanner la réalité pour des possibilités de solutions » (« inventorier les solutions concrètes », serait mieux dit). Venant d'un universitaire reconnu, semblable utilisation risque de prendre racine et de reléguer aux oubliettes des archaïsmes, des mots pourtant fort adéquats.

L'« article » central du numéro, signé par Haine, pose aussi sa part de difficultés y compris, lui aussi, une sympathie gênante pour certains anglicismes (*littérature* à maintes reprises, *linkage*, etc.). Mais là n'est pas le principal problème : on ne peut, encore ici, véritablement parler d'un article. Le texte fait 71 pages sans compter les citations qui, bénéficiant d'une technique d'écriture peu orthodoxe, se retrouvent en très grande partie en caractère fin au fil des 187 notes infrapaginales, reprenant même parfois en anglais ce qui est écrit en français dans le texte et ce, même lorsqu'une traduction reconnue du texte cité existe en français (par exemple, *Gulliver empêtré* de Stanley Hoffmann, p. 106). Une telle quantité d'information pose un important problème : on se retrouve en présence de plusieurs avenues plutôt que d'un élément exploré à fond comme on l'attend d'un article scientifique.

En fait, cette contribution poursuit trois pistes distinctes qui auraient très bien pu constituer trois articles différents. On passe ainsi d'une « lecture critique » du modèle rationnel de la décision à une « approche cognitive » du processus de décision pour arriver à une « historiographie de la crise de Cuba ». Des liens peuvent certes être établis entre toutes ces parties, mais la quantité d'information que chacune véhicule justifierait en soi des césures plus importantes.

Certes, le texte apparaît comme étant très documenté, mais il innove peu et demeure à un niveau d'analyse plutôt sommaire. Pour ne donner qu'un exemple, prenons le paradigme néoréaliste que Haine scrute et criti-

que à partir de l'apport de Kenneth Waltz, mais faisant fi d'autres contributions marquantes telle celle de John Mersheimer pour ne nommer que lui. De même, l'auteur ne fait pas davantage référence aux travaux de Girard sur l'individu dans la politique étrangère (dont Michel Girard, (dir.), *Les individus dans la politique internationale*, élément pourtant au cœur de sa préoccupation.

Pour l'auteur, en effet, « l'analyse de la conduite diplomatique ne peut se soustraire des hommes et des gouvernements qui la pratiquent » (p. 105). Soulignant les différences d'approche entre Kissinger et Clinton ou entre Mitterrand et Chirac (p. 109), il tient à justifier à tout prix l'importance de l'individu dans la prise de décision en matière de politique internationale au point où il réitère que de considérer l'État comme étant le principal acteur international est une « simplification coupable » (p. 94), voire une « simplification outrancière » (p. 87). Il réhabilite la dimension historique dans la prise de décision – sans pour autant référer à l'ouvrage phare dans le domaine, soit celui de R.E. Neustadt et E.R. May, *Thinking in Time : The Uses of History for Decision* – pour en arriver à identifier deux types de raisonnements individuels rationnels limités, soit le raisonnement par analogie et la décision jurisprudentielle, ce qui l'amène à identifier les facteurs qu'il qualifie de prépondérants dans le comportement décisionnel de Kennedy et de Khrouchtchev lors de la crise des missiles.

La démonstration n'est toutefois pas sans faille. On y dénote quelques imprécisions (par exemple, ce n'est

pas la deuxième approche d'Allison qui fait appel à la nature collégiale du gouvernement (p. 90), mais bien la troisième), quelques contradictions (par exemple à la page 92 au sujet de la transparence et de la ligne d'autorité des régimes démocratiques ou autoritaires), et quelques généralisations un peu rapides : « plus l'acquisition d'information est large, plus le nombre de conseillers est grand et meilleures sont les décisions » (p. 92). Cette démonstration se termine par une évaluation peu généreuse du modèle à la base même de la réflexion invitée par ce numéro lorsque Haine affirme que les modèles d'Allison « ne doivent pas être considérés comme autre chose que ce qu'ils sont : des tentatives commodes et habiles de formalisation dont l'application demeure imparfaite. Ils offrent des applications plausibles, mais largement artificielles » (p. 149). Ce qui peut être perçu comme une critique de bon aloi, ressort plutôt comme un pied bancal dans la démonstration, car on voit ici l'auteur délaïsser l'approche rationnelle, même limitée, pour faire ressortir que ce sont les perceptions que les leaders ont du prestige et du rang de leur pays qui prévaut. Non seulement passe-t-on du rationnel à l'émotionnel, mais on revient sans ambages à l'importance de l'État comme acteur international, approche pourtant largement honnie tout au long de l'article.

Enfin, Haine complète ce numéro par une bibliographie sélective qui porte essentiellement sur la crise des missiles d'octobre 1962 et non sur l'approche décisionnelle rationnelle comme le claironne pourtant l'ensemble du numéro. Seulement par rapport aux critiques faites des

modèles d'Allison, il existe pourtant une brochette impressionnante d'articles dont il n'est nul fait mention ici (pour une recension de ceux-ci, voir N. Michaud, *Revue canadienne de science politique*, juin 2001). La bibliographie constitue donc un autre rendez-vous raté de ce numéro.

Peut-on alors conclure que Haine a réussi à « revisiter les débats liés à la théorie du choix rationnel tel qu'il est appliqué en relations internationales » ? Malheureusement, à la lumière des lacunes que je viens de souligner, le directeur de la publication tombe à court de ses ambitions. Qui plus est, l'impression générale d'un texte de son cru qu'il tenait à faire passer, bien enveloppé à ses deux extrémités par des experts du domaine, est trop forte pour demeurer inaperçue. Il est dommage que cet apport qui aurait pu être fort positif, se limite à quelques éléments qu'on ne doit toutefois pas pour autant négliger, une fois que le contexte général de la contribution aura été pris en considération.

Nelson MICHAUD

*École nationale d'administration publique
Québec*

Governance in a Globalizing World.

NYE Jr. Joseph et John D. DONAHUE
(dir.). *Washington, DC, Brookings
Institute Press, 2000, 386 p.*

Il sera difficile de trouver un sujet plus en vue actuellement que celui de la globalisation. Ce phénomène se présente comme une force irrésistible qui emporte tout devant lui. Le monde, semble-t-il, est de plus en plus connecté, l'information, les biens et les gens circulent à travers le globe avec